

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21736 - 80ÈME ANNÉE

## « Les immigrés en rien responsables des injustices sociales, économiques et politiques qui touchent les Mahorais »

## CGTR : « En solidarité avec Mayotte et pour l'unité des travailleurs »

La CGTR réaffirme sa solidarité avec Mayotte, dénonçant la division orchestrée entre travailleurs mahorais et immigrés. La CGTR rappelle que « les immigrés, qui sont parmi les plus pauvres des pauvres, ne sont en rien responsables des injustices sociales, économiques et politiques qui touchent les Mahorais ». Le syndicat pointe l'État, le patronat et l'inaction des politiciens locaux comme responsables des injustices : salaires bas, infrastructures insuffisantes, et exploitation. L'unité des travailleurs, à Mayotte, La Réunion, et en France, est présentée comme la clé pour revendiquer des droits égaux, des conditions dignes et combattre la domination.

Nous sommes ici aujourd'hui, en tant que CGT Réunion, pour réaffirmer notre solidarité totale avec les travailleurs et les populations de Mayotte. Face aux injustices sociales et aux tentatives répétées de division entre travailleurs mahorais et immigrés, nous lançons un appel urgent : l'unité des travailleurs est une nécessité, à Mayotte, à La Réunion, et partout en France.

### L'unité des travailleurs : une arme contre l'exploitation

Nous voulons rappeler une vérité fondamentale : les immigrés, qui sont parmi les plus pauvres des pauvres, ne sont en rien responsables des injustices sociales, économiques et politiques qui touchent les Mahorais.

- Ce n'est pas la faute des immigrés si l'État refuse aux travailleurs mahorais les mêmes droits que tout autre travailleur français.
- Ce n'est pas la faute des immigrés si le patronat

maintient à Mayotte des salaires scandaleusement bas et bloque l'application des conventions collectives dans toutes les branches.

- Ce n'est pas la faute des immigrés s'il manque à Mayotte des infrastructures essentielles telles que des écoles solides, conçues pour résister aux cyclones comme à La Réunion, ou encore des hôpitaux adaptés.

Les responsables de cette situation sont :

1. L'État, qui abandonne Mayotte à une précarité structurelle.
2. Le patronat, qui profite de la pauvreté et de la division pour exploiter une main — d'œuvre désunie et vulnérable.
3. Les politiciens locaux, qui alimentent la haine et les divisions pour masquer leur inaction.

### Les conséquences de la division

Opposer les travailleurs mahorais aux immigrés, qu'ils soient réguliers ou clandestins, sert les intérêts des oppresseurs. Cette division affaiblit les classes populaires et renforce l'exploitation.

- Quand les travailleurs sont divisés, c'est l'État qui se dédouane de ses responsabilités.
- Quand les travailleurs se regardent comme des ennemis, c'est le patronat qui maintient des salaires bas et des conditions de travail indignes.
- Quand les travailleurs s'opposent entre eux, les politiciens locaux détournent l'attention des véritables problèmes et renforcent leur propre pouvoir.

Cette division n'est pas un hasard : elle est orchestrée pour affaiblir les travailleurs et les empêcher de s'unir contre leurs véritables ennemis de classe.

## L'unité : une nécessité vitale

Nous affirmons aujourd'hui avec force que l'unité des classes populaires de Mayotte, de La Réunion et de toute la France est une nécessité vitale.

- Les travailleurs mahorais et immigrés partagent des conditions similaires : bas salaires, précarité, et exploitation par les grandes entreprises.

- L'unité des travailleurs est la seule arme efficace pour :

1. Exiger des droits égaux et l'application des conventions collectives dans toutes les branches à Mayotte.

2. Revendiquer des infrastructures dignes : des écoles solides, des hôpitaux fonctionnels, et des logements décents pour tous.

3. Mettre fin aux politiques de division et à l'exploitation orchestrée par le patronat et l'État.

l'unité des travailleurs est une nécessité absolue.

Les travailleurs mahorais et immigrés partagent une même condition : celle d'être exploités et méprisés par un système injuste. Diviser ces travailleurs ne sert qu'à les rendre vulnérables face à leurs oppresseurs. L'unité des exploités est la seule arme contre la domination et l'exploitation.

Nous appelons aujourd'hui à :

- Refuser toute division entre travailleurs.

- Construire une solidarité active et durable.

- Défendre des revendications communes pour des conditions de vie et de travail dignes.

La CGTR et la CGT France réaffirment leur engagement total à œuvrer pour cette unité. Ensemble, travailleurs mahorais, réunionnais, immigrés, et métropolitains, nous pouvons bâtir un avenir plus juste et plus solidaire.

*Pour la CGTR*

*Le secrétaire Général Jacky Balmine*

## Une solidarité concrète

La CGTR, avec le concours de ses militants, et notamment la fédération ports et docks, a déjà montré sa solidarité concrète envers nos camarades mahorais. Nous avons contribué à l'envoi d'aides essentielles à Mayotte et nous réaffirmons notre engagement à continuer ce soutien, selon nos moyens, avec le soutien des camarades de la CGT France.

Cette solidarité est plus qu'un geste : elle est un symbole de notre conviction profonde que l'unité des travailleurs, quelle que soit leur origine ou leur nationalité, est la seule voie pour mettre fin à l'exploitation et à l'injustice.

## Conclusion

Que ce soit à Mayotte, à La Réunion, ou en France,

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond

Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny

Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

## Illustration de la crise d'un système importé à La Réunion

# Distribution de 30 000 bouteilles d'eau à Saint-André face à la pénurie d'eau potable

La Réunion est confrontée à une crise de l'eau exacerbée par la sécheresse, l'importation du modèle occidental de consommation de l'eau et les fuites dans les réseaux d'adduction d'eau potable. Cette situation soulève des interrogations quant à l'efficacité du modèle actuel et à son impact sur la population. Face à ces défis, une réappropriation de la gestion de l'eau apparaît essentielle. Il s'agit de sortir du modèle de consommation de l'eau pour aller vers des pratiques adaptées aux réalités locales et garantir une distribution équitable.

La gestion de l'eau à La Réunion est majoritairement confiée à des sociétés françaises ou leurs filiales, telles que Veolia, la SAUR et la CISE. Ces entreprises perçoivent des revenus provenant des subventions étatiques et des facturations aux usagers. Une part importante des bénéfices est rapatriée vers la France.

La consommation moyenne d'eau potable par habitant à La Réunion est d'environ 180 litres par jour, bien au-delà des besoins vitaux estimés à 2 litres. Pour une famille de quatre personnes, cela équivaut à 720 litres quotidiens. Cette surconsommation profite aux entreprises gestionnaires. Elle met aussi en évidence un gaspillage préoccupant, surtout en période de pénurie.

### Saint-André : illustration des dysfonctionnements

La commune de Saint-André, située dans une zone pourtant arrosée, subit de fréquentes coupures d'eau. En janvier 2025, face à la sécheresse et à la colère des habitants, la municipalité a distribué 30 000 bouteilles d'eau de source. Le coût annoncé de l'opération est de 30 000 euros. Cette mesure d'urgence, bien que nécessaire, souligne l'incapacité du système actuel à assurer une distribution continue et équitable de l'eau. Elle fait suite à la mise à disposition, le 31 décembre dernier, de six citernes dans plusieurs quartiers.

Qui aurait en effet pu croire qu'un jour, Saint-André soit une ville concernée par les coupures d'eau et par

des distributions d'eau en bouteille ? La crise climatique cause la sécheresse. Le manque de précipitation accentue la crise causée par un modèle de consommation importé inadapté.

Le difficile entretien d'un réseau qui perd 35 % de l'eau potable produite dans les canalisations est aussi un problème que d'importants investissements n'ont toujours pas réussi à régler. Les coupures fréquentes, la mauvaise qualité de l'eau et les pénuries affectent la vie quotidienne des Réunionnais, compromettant leur droit fondamental à l'accès à une eau potable de qualité.

### Pour une politique de l'eau adaptée

Face à ces défis, une réappropriation de la gestion de l'eau apparaît essentielle. Il s'agit de sortir du modèle de consommation de l'eau pour aller vers des pratiques adaptées aux réalités locales et garantir une distribution équitable. Des initiatives citoyennes et des collectivités plaident pour une gouvernance plus participative et transparente, afin de rompre avec le modèle néocolonial actuel.

Malgré des records mondiaux de pluviométrie, La Réunion exploite très peu l'eau de pluie, qui s'écoule sans être récupérée. À titre d'exemple, aux Comores, on stocke cette eau sous les habitations pour des usages domestiques, à l'exception de la consommation. Ce procédé, à la fois simple et peu coûteux, pourrait être adapté efficacement sur l'île.

Depuis longtemps, le Parti communiste réunionnais (PCR) préconise des initiatives comme la création de retenues collinaires pour conserver l'eau en altitude. Cette ressource supplémentaire, destinée à l'irrigation agricole et à d'autres usages non potables, soulagerait la pression sur les réserves actuelles.

Ces alternatives locales nécessitent des investissements bien inférieurs aux 500 millions d'euros estimés pour rénover les systèmes actuels de traitement de l'eau potable et des eaux usées. En repensant ce modèle onéreux et mal adapté, La Réunion pourrait prévenir les tensions autour d'une ressource de plus en plus précieuse.

# Oté

## Dalone, dalon, in drol késtyon mi poz azot

Noute toute lé dann parti kominiss rényoné donk noute toute lé kominiss épi lé rényoné. Zot i koné noute parti i égziss dopi l'ané 1959 — l'ané nou la fé noute promyé kongré. Avansa nou lété in fédérassion parti kominiss franssé. Sa lété in gran passaz d'après sak mwin téi antann dir dann mon famiye...

Mi pé dir azot noute parti la prézante son bann tèz épi son bann rovandikassion é an parmi lo rovandikassion lotonomi pou La Rényon. La majorité téi vé in riptir avèk lo kolonyalism épi la départmantalizassion si tèlman téi mète pa an plass vitman, é ké lo kolonyalism l'avé difikilté pou débarass la plass.

Sirésèrtin ké mèm si nou lété départman franssé dopi l'ané 1946, ni pé dir lo kolonyalism l'avé sorte par la porte épi l'avé rante par la fènète in sorte néo-kolonyalism avèk lo rosiklaz bann fon piblik an fon privé, l'égalité rofizé, épi la kréassion d'inn klass priviléjyé avèk in sur-rémunérassion.

Wala la késtyon mi yèmré poz azot :

D'après zot dann kèl sistèm ni lé zordi ?  
Dann sistèm kapitalist, dann istèm

kolonyalist osinonsa dann sistèm néokolonyalist... Mwin la déza antann in pé dir nou lé dann sistèm kapitalist, in poin sé tou. Pou d'ote lo pakt kolbèrtien avèk lésplottassion kolonyal lé ankor dann laktyalité. Pou d'ote ankor nou lé dann sistèm néokolonyalist, in sistèm bien kapab transform bann fon piblik an fon privé.

Na poin lontan in moune la di amwin ; dir toultan lo sistèm néokolonyalist, sa i énèrv ali pars pou li La Rényon lé dann sistèm kapitalist kom La franss épi d'ote landroi.

Ala mon késtyon : mi yèmré zot i di amwin si la kontradikssion prinssipal rante nou épi La franss sé in kontradikssion néokolonyal, sansa in kontradikssion kapitaliste, ou bien in kontradikssion kolonyal... Mi di azot sa, pars i fo ni diskite dsi lo réjime noute lékonomi pars konètein n'afèr konmsa sé mète an plass lo bann moiyn pou lite konte noute kontradikssion prinssipal é lo moiyn pou libèr anou dsa.

A bon antandèr salu !

*Justin*